

Burundi : le régime veut contrôler de plus en plus la population

La Libre Belgique, 28 décembre 2016 Le régime poursuit sur sa lancée et veut contrôler de plus en plus la population. Le régime burundais poursuit sur sa lancée totalitariste. Alors que la plus ancienne ligue de défense des droits de l'homme du pays, Iteka, dénonçait il y a dix jours une "recrudescence" des arrestations et disparitions d'opposants réels ou supposés, l'Assemblée nationale burundaise a adopté vendredi dernier une loi de contrôle accru des ONG internationales ayant une antenne au Burundi, alors que les chefs de ménage de tout le pays doivent désormais consigner, pour les forces de sécurité, tous les mouvements de ceux qui passent par leur maison !

La crise totalitaire du régime a commencé en avril 2015, avec la contestation des projets du président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de se présenter à un troisième mandat, expressément interdit par l'Accord de paix d'Arusha qui avait mis fin à une sanglante guerre civile (1993-2005). 80 % de la coopération belge en cours La répression de ses opposants réels ou supposés a, depuis, fait plus d'un millier de morts et la moitié autant de disparus, entraîné plus de 8 000 arrestations et poussé 300 000 Burundais à l'exil. Cette politique du pire a entraîné une crise sécuritaire, humanitaire, politique et économique dans ce pays qui était déjà parmi les plus pauvres du monde, ainsi que des sanctions comprenant le gel d'une partie des coopérations extérieures. Ce gel est limité. Ainsi, alors que le régime lui attribue les maux dus à son incurie et à sa corruption, 80 % du budget alloué par la Belgique au Burundi est en cours d'exécution aujourd'hui, malgré les sanctions. Et les autorités le savent parfaitement : un centre de santé financé par la Belgique a été inauguré par les autorités burundaises sans que le rôle de la Belgique soit mentionné. A Bujumbura, on indique cependant que la part du budget provenant de l'étranger est passée de 50% à environ 30 %, ce qui a forcé le ministre des Finances, selon ses dires, à augmenter les taxes pour compenser la diminution des aides extérieures. Trouver des devises En même temps, les députés burundais ont adopté par 105 voix pour et une seule contre, un projet de loi imposant un strict contrôle des finances des ONG étrangères travaillant au Burundi, afin de contrôler le plus de devises possible, mais aussi de leurs projets. Ainsi, avant même d'être accréditées, ces ONG devront payer 480 euros au gouvernement pour "frais administratifs". Elles devront aussi "respecter la réglementation bancaire en vigueur, notamment en matière de change, mettre tous leurs fonds en devises sur un compte de la Banque centrale et virer le tiers de leur budget sur ce compte avant la signature d'une convention générale de coopération" avec l'Etat burundais. Enfin, les frais de fonctionnement de ces ONG ne devront plus dépasser 35 % de leur budget annuel (le ministre de l'Intérieur les fixe à 70 % aujourd'hui) et présenter des rapports semestriels. Big Brother a un "cahier de ménage"

Parallèlement, l'Etat arrête de plus en plus de personnes depuis trois mois, a noté la ligue de défense des droits de l'homme Iteka, qui doit désormais agir dans la clandestinité en raison de la répression. Elle a comptabilisé entre 250 et près de 300 arrestations par mois depuis trois mois, ainsi qu'entre 15 et 20 disparitions par mois. L'Etat procède par rafles de quartiers entiers, bouclés pour toute une journée. Le vice-Président Gaston Sindimwo a indiqué à l'AFP qu'elles visaient des "perturbateurs" venant parfois de pays voisins. Cela s'ajoute à une surveillance totalitaire des particuliers : depuis fin 2015, chaque chef de ménage doit tenir un "cahier de ménage" indiquant tous les occupants de sa maison sous peine d'amende. Depuis juillet dernier, ce cahier est vendu - cher - par la mairie et doit en outre signaler les allées et venues de chaque occupant et même les visites de personnes n'habitant pas la maison, avec leur numéro de carte d'identité, date et lieu de naissance, profession et numéro de téléphone. MFC

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});